

Abstract Communication rencontre nationale des jeunes chercheurs en Etudes Africaines

Intitulé : Les stratégies de légitimation des acteurs intermédiaires dans l'aide au développement : Le cas des collectivités françaises et migrants maliens.

La Coopération internationale en matière d'aide au développement en Afrique est caractérisée depuis plusieurs décennies par une pluralité d'intervenants. L'État tant au Nord qu'au Sud du fait de multiples recompositions a perdu le monopole de l'aide au développement qui est devenue au fur et à mesure une compétence partagée. L'implication des collectivités territoriales dans cette politique d'aide s'est renforcée avec l'apparition de la procédure française de coopération décentralisée dans les années 1990. A ce processus, précèdent déjà une dizaine d'années de pratiques de coopération au développement menées par les collectivités françaises dans les pays africains.

On observe de même vers la fin des années 1990 en Afrique subsaharienne, une dynamique similaire de délégation de la part de l'organe politique central vers les entités subétatiques. Un tel mouvement s'est affirmé à travers la mise en œuvre de successives vagues de politiques de décentralisation.

La présente communication s'inscrit dans une analyse des formes de renouvellement des contours de l'aide au développement avec l'engagement d'acteurs subétatiques et non étatiques. L'aide est ici envisagée à travers l'interaction migration développement qui tend à favoriser une mise en lien d'acteurs institutionnels et non institutionnels. La recherche sur la relation migration développement a eu tendance à mettre en lumière l'impact des différents aspects : (Transferts de fonds, fuite des cerveaux, l'activité des réseaux transnationaux etc.). L'objectif de ce projet consiste à revisiter la littérature consacrée au codéveloppement à l'aide du cas empirique des pratiques de développement du pays d'origine menées par les associations de migrants maliens ressortissants de la région de Kayes en partenariat avec leurs communes de résidence en France.

Cette étude nous permettra de voir les opportunités que ces acteurs dominés de la coopération internationale ont pu tirer de leur investissement dans l'aide internationale. Cette démarche implique d'évaluer dans quelle mesure l'outil « Aide

au développement » est mobilisé par des acteurs intermédiaires de la coopération internationale comme une ressource utile à la mise en œuvre de leur activité internationale. Le recours à l'aide comme justification du processus d'internationalisation sera donc au cœur d'une partie de nos analyses. Cette action représente dans le présent contexte un moyen de légitimation d'acteurs auparavant marginalisés sur la scène internationale. Une telle tentative a eu pour résultats, l'attribution d'un certain rôle aux migrants dans le développement de leur pays d'origine. L'aide au développement des villes sera de même par la force de son évolution de plus en plus évaluée en tant que forme d'action extérieure et/ou de diplomatie des villes.

Partant de ce constat, le but de cette présentation est de s'intéresser aux pratiques de développement des immigrants et des villes. Cette action leur permettant de se positionner aujourd'hui dans les débats scientifiques et au niveau des politiques comme de réels acteurs internationaux.

Nous questionnerons dans une première partie les conditions de revendication d'une reconnaissance dans l'aide au développement en ayant recours à l'étude de cas de la collaboration entre un réseau d'associations de migrants maliens et leur commune de résidence Montreuil. Ensuite, nous tenterons d'expliquer comment au travers de stratégies partenariales, ces acteurs intermédiaires tentent de se faire légitimer tant au niveau national qu'international. Finalement, nous analyserons l'impact de l'aide décentralisée dans la région où sont engagés à la fois migrants maliens et collectivités françaises.